

MPHEC

maritime provinces
higher education commission

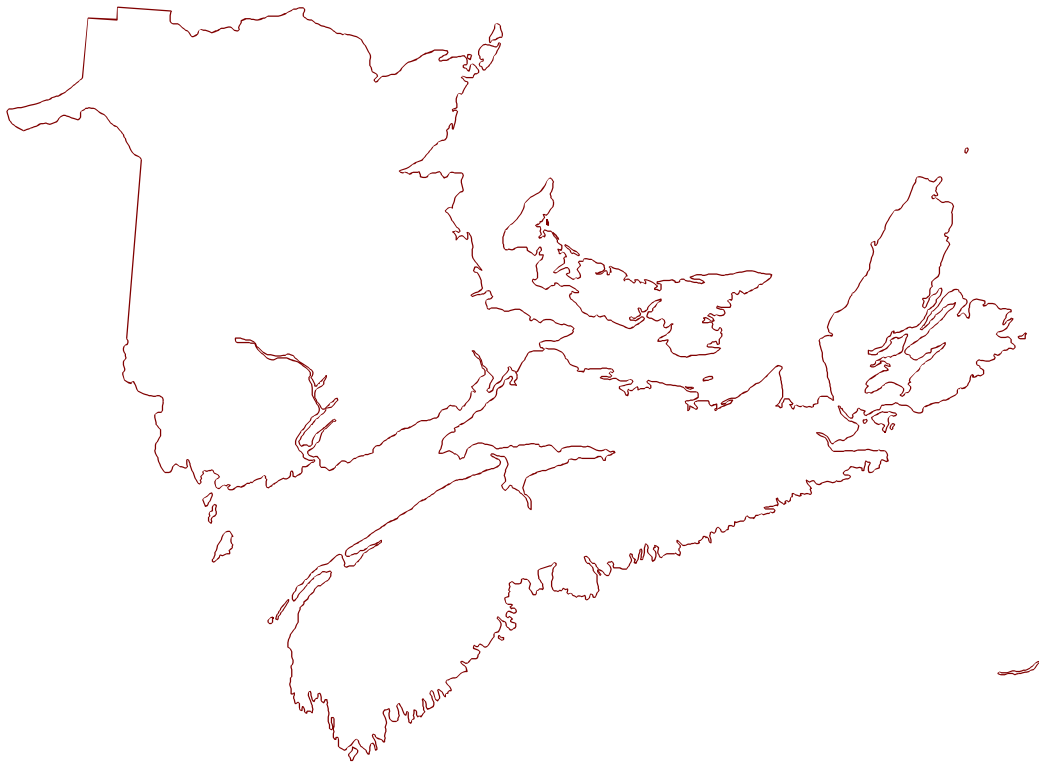
CESPM

commission de l'enseignement
supérieur des provinces maritimes



Accessibilité à l'enseignement postsecondaire dans les Maritimes

Rapport préparé par le Groupe Angus Reid



New  Nouveau
Brunswick


NOVA SCOTIA

Prince
Edward
Island

CANADA

the council of
maritime premiers

le conseil des premiers
ministres des maritimes

PRÉFACE

Lors de sa réunion les 27 et 28 octobre 1996, les membres de la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes rencontraient des associations étudiantes et professorales. Parmi les grandes questions identifiées pendant la discussion, celle de l'accessibilité à l'enseignement postsecondaire en général et plus particulièrement celle de son coût pour les étudiants sont ressorties comme fondamentales. À la suite de cette réunion, la Commission a décidé d'aller de l'avant avec une étude des obstacles à l'enseignement postsecondaire dans les Maritimes.

Un Comité d'orientation, présidé par Raymond Ivany et composé de Karen Gatien, Dave MacPherson, Roe McFarlane, Judith Murray, Lisa Penney, Louise Polland, Peter Rans et Shawn Rouse a été mis sur pied afin de diriger l'étude. La participation des membres du Comité à cette étude fût cruciale et je saisis cette occasion pour les remercier de leur excellent travail qui a permis de mener à bien ce projet.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et du Travail du Nouveau-Brunswick, le ministère de l'Éducation et de la Culture de la Nouvelle-Écosse, le ministère de l'Éducation du l'Île-du-Prince-Édouard ont co-commandité cette étude. Ce projet est un autre exemple de coopération régionale fructueuse.

L'objectif de l'étude était d'aider la Commission, les étudiants, les gouvernements, les établissements d'enseignement et les autres intervenants dans le secteur postsecondaire à mieux comprendre les dynamiques qui ont cours lorsque l'on choisit de faire ou non des études postsecondaires. L'accent fut tout particulièrement mis sur les obstacles (ou facteurs dissuasifs) d'ordre financier à l'enseignement postsecondaire. Un programme de recherche en trois volets a été élaboré pour atteindre cet objectif.

La première phase du programme visait à analyser des données existantes provenant de plusieurs sources déjà recueillies par la Commission et les gouvernements provinciaux.

La deuxième phase comportait la réalisation de neuf groupes de discussions dans dix endroits répartis dans les trois provinces, avec les segments suivants de la population : des élèves finissant leur douzième année en 1997 en train de décider de leur avenir, des étudiants en première année d'un programme postsecondaire (collégial ou universitaire), des étudiants fortement endettés toujours inscrits dans un établissement postsecondaire et des étudiants qui ont abandonné les études postsecondaires avant d'obtenir un grade ou un diplôme.

La troisième phase du programme consistait en un sondage téléphonique auprès des élèves des Maritimes finissant en 1997 leur douzième année, ainsi que de leur parents.

Le rapport qui suit fait la synthèse des résultats des trois phases. La recherche démontre clairement que le coût de l'enseignement postsecondaire et un endettement croissant constitue des facteurs significatifs dans la décision que prennent les étudiants de faire ou non des études postsecondaires. Ce qui est encore plus significatif est le fait que les étudiants issus de familles à revenu modestes ont beaucoup plus susceptibles d'être touchés par des questions d'ordre

financier lorsqu'ils décident d'entreprendre ou non des études au delà du secondaire. On constate qu'il y a un très sérieux problème d'endettement chez les étudiants dans les Maritimes, problème qui va croissant et qui touche probablement de façon disproportionnée les étudiants issus de familles à revenu modeste. L'étude établit également que même si les raisons qui motivent un étudiant à décider de poursuivre des études postsecondaires sont nombreuses et variées, de meilleures possibilités d'obtention d'un emploi demeure la plus importante raison sous-tendant cette décision.

J'invite le lecteur à repasser cette étude qui donne matière à réflexion. En commandant cette recherche, nous souhaitons ajouter des données claires au corpus des connaissances déjà acquises au sujet des obstacles à l'enseignement postsecondaire. Nous voulions aussi aider les décideurs à résoudre les enjeux dans le débat actuel qui entoure l'accessibilité et l'endettement. Je crois que nous avons certainement atteint notre premier objectif. Nous devons attendre pour voir si le second devient une réalité.

*Le président par intérim,
David M. Cameron*

I.0 INTRODUCTION (Page 1 du rapport - extrait)

Le débat public au Canada sur l'accès à l'enseignement postsecondaire a une longue histoire, marquée par des thèmes et des questions familiers, de même que par des divergences nettes de nature politique et philosophique. Cela fait des années que des groupes et des individus mènent des études et des analyses, abordant toutes les grandes questions sous différentes perspectives et en fonction d'objectifs déterminés d'un programme de recherche ou d'une étude. En dépit de cette multitude de données, d'analyses et de débats, il nous manque toujours les éléments qui nous permettraient de comprendre les facteurs influençant la décision de faire ou non des études universitaires ou collégiales, ou d'opter pour une autre forme d'études postsecondaires. Il existe des différences nettes d'opinions sur le sujet et même une divergence sur les mesures et les tendances de base dans le système.

Dans le débat sur l'accès à l'enseignement postsecondaire, l'accessibilité est opposée à la qualité, les frais de scolarité sont présentés comme la « bête noire » de l'accessibilité, ou des facteurs plus rigides comme le niveau de revenu et le niveau de scolarité des parents sont présentés comme la cause des faibles taux de participation de certains groupes démographiques. Ce qui complique davantage la situation est que tous ces facteurs sont liés, il est donc particulièrement difficile d'établir que l'un de ceux-ci a l'effet le plus déterminant sur l'accessibilité.

Depuis trente ans, la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM) joue un rôle de premier plan en animant le débat sur les questions rattachées à l'enseignement postsecondaire dans les trois Provinces maritimes. Elle nous a aussi beaucoup aidé à comprendre la nature des enjeux dans l'ensemble du Canada. La CESPM a demandé au Groupe Angus Reid de mener une étude sur l'accessibilité à l'enseignement postsecondaire et sur l'équité d'accès. Cette recherche avait pour objectif de comprendre la dynamique qui entre en jeu chez les étudiants des Maritimes lorsqu'ils décident de faire ou non des études postsecondaires. Par cette recherche, des données ont été recueillies pour aider la Commission, les étudiants, les gouvernements et les autres intervenants à déterminer les obstacles, perçus et réels, à l'enseignement postsecondaire et pour présenter des solutions possibles afin d'en atténuer certains.

Le présent document est le rapport intégré des résultats d'un programme de recherche en trois phases mené par le Groupe Angus Reid. La recherche a consisté en une analyse de données statistiques secondaires disponibles provenant de la CESPM, en une recherche qualitative par groupes de discussion formés d'étudiants à tous les niveaux d'études, de même qu'en une recherche quantitative par un sondage téléphonique auprès de futurs diplômés de 1997 du secondaire dans les trois Provinces maritimes. Dans ce rapport, nous donnons un aperçu des principaux résultats en synthétisant les grandes tendances et analyses. Nous exposons aussi les incidences possibles de certaines orientations que pourrait prendre l'enseignement postsecondaire dans les Provinces maritimes.

6.0 CONCLUSIONS ET INCIDENCES (Page 39 du rapport - extrait)

Les résultats des trois phases du programme de recherche sur l'accessibilité à l'enseignement postsecondaire dans les Provinces maritimes apportent des précisions importantes sur la complexité des facteurs en jeu qui se combinent pour influencer les élèves du secondaire à faire ou non des études postsecondaires. Dans cette dernière partie, nous exposons certaines des principales conclusions de l'étude et nous présentons certaines des incidences aux fins de l'élaboration de politiques et de programmes.

Premièrement, les décisions des étudiants de faire ou non des études postsecondaires touchent plusieurs facettes. Un ensemble complexe de motifs et d'obstacles entrent en jeu, touchant à un éventail de questions allant des traits de personnalité au milieu socio-économique en passant par le coût des études postsecondaires et l'endettement. Les relations varient et les effets cumulatifs peuvent faire qu'un facteur peut jouer le rôle à tout moment d'élément déterminant dans le processus de prise de décision de l'étudiant. Nous passerions tout à fait à côté de la question si nous voulions réduire les motifs des décisions que prennent les étudiants au sujet de leurs études postsecondaires à un seul facteur comme les préoccupations plus utilitaires comme « les dollars et les cents », ou au rendement scolaire ou à des agents plus abstraits axés sur l'attitude et la motivation, en faisant abstraction de tous les autres facteurs. En fait, l'essentiel est de comprendre *l'interaction* de tous ces facteurs.

Il est clair dans ce cas que les décisions prises en vue d'améliorer l'accès à l'enseignement postsecondaire devraient éviter de reposer exclusivement sur une question ou une préoccupation en particulier. Au contraire, il est évident que toute attention particulière portée à l'endettement, par exemple, comme obstacle à l'accès, doit se situer dans le contexte plus global qui comprend des éléments comme le milieu socio-économique, la motivation personnelle et le rendement scolaire. Cela présente tout un défi, parce que l'importance accordée à une question ou à une préoccupation particulière risque de varier d'une personne à l'autre et d'une province à l'autre.

Deuxièmement, la recherche démontre clairement que le coût des études postsecondaires et l'endettement sont des facteurs importants dans la décision que les étudiants prennent de poursuivre ou non leurs études après le secondaire. Toutefois, parce que les étudiants ont tendance à voir les études postsecondaires comme un moyen d'améliorer leurs chances d'obtenir un emploi sur un marché du travail très compétitif, les préoccupations immédiates au sujet des coûts et de l'endettement passent quelque peu au second plan, derrière les aspirations personnelles à une sécurité financière et économique à long terme. Il ressort clairement que, même si le coût des études et la dette cumulative sont assurément des problèmes, ces facteurs ne semblent pas avoir suffisamment d'influence pour que la décision soit de ne pas poursuivre ses études après le secondaire. En fait, s'ils ont le choix entre s'endetter et de ne pas faire des études collégiales ou universitaires, la plupart des étudiants sont disposés à payer le prix et à s'endetter, parce que, pour eux, des études postsecondaires sont absolument nécessaires dans l'économie d'aujourd'hui, surtout lorsqu'il est question de trouver un emploi. Il faut quand même prendre garde de ne pas « dissocier » entièrement la question de l'endettement des taux de participation et de l'accessibilité, compte tenu de l'accroissement considérable de l'endettement auquel nous avons assisté seulement au cours des dernières années. Il se peut qu'il soit trop tôt pour en arriver à une conclusion définitive en ce qui concerne les incidences de l'endettement sur les taux de participation à long terme.

Néanmoins, cette conclusion signifie que toute l'attention accordée aux obstacles financiers implicites auxquels les étudiants font face à cause de l'endettement et du coût des études postsecondaires doit tenir compte de ce qui attendra les étudiants à la fin de leurs études. Au bout du compte, vu l'importance que les étudiants accordent à des études postsecondaires, l'accessibilité en tant que telle est peut-être moins un problème que le fait de pouvoir trouver un emploi stable après ses études. Cette analyse de l'importance des incidences de l'endettement comme obstacle suggère qu'un programme lié à l'endettement devrait être conçu pour permettre aux étudiants de régler le problème de l'endettement à la fin de leurs études et non à chercher exclusivement à minimiser l'endettement comme obstacle direct à l'accès.

Troisièmement, et de façon très importante, la recherche fait clairement ressortir que les questions d'ordre financier rattachées au coût et à l'endettement risquent plus d'influencer la décision de faire ou non des études postsecondaires chez les étudiants issus de ménages à faible revenu qui ont tendance à se préoccuper davantage de ces facteurs que ceux provenant de familles plus favorisées. Il existe effectivement une plus grande crainte de l'endettement et un sentiment plus répandu de ne pas être capable de payer ses études postsecondaires chez les étudiants issus de familles à faible revenu. À cela vient s'ajouter la réalité que ces étudiants sont plus susceptibles de devoir emprunter les fonds nécessaires, les rendant ainsi plus susceptibles d'accumuler un endettement élevé à la fin de leurs études.

L'incidence dans ce cas-ci est que le « problème de l'endettement » peut éventuellement devenir un enjeu social, où le fardeau de l'endettement étudiant est assumé de façon disproportionnée par les étudiants issus des milieux socio-économiques moins favorisés. À cet égard, ce n'est pas tant l'accessibilité à l'enseignement postsecondaire en tant que telle qui pose un problème, que de s'assurer que des étudiants de certaines catégories - dans ce cas, ceux provenant de familles moins favorisées - n'aient pas à assumer un fardeau disproportionné en raison du coût des études postsecondaires.

Quatrièmement, la sécurité d'emploi dans l'avenir se révèle **le plus important** motif qui pousse les étudiants à poursuivre leurs études après le secondaire. De plus, la possibilité d'obtenir un bon emploi est une raison qui tend à atténuer, sinon à éliminer, les effets de tout obstacle majeur que les gens pourraient par ailleurs devoir surmonter. Cela englobe la gamme complète de barrières, allant de l'endettement au coût des études en passant par la motivation personnelle. Les étudiants se préoccupent tellement de leur avenir qu'ils sont prêts à ignorer tout manque sur le plan financier ou personnel juste pour se donner la chance de se bâtir un meilleur avenir.

Cela ne signifie aucunement que les étudiants ne font pas de cas de l'endettement ou de tout autre obstacle perçu; c'est qu'ils se sont résignés à accepter une réalité donnée, à savoir que les études postsecondaires sont une étape obligatoire pour étendre ses perspectives sur le marché du travail. De plus, ils sont disposés à en payer le prix maintenant pour profiter de ces possibilités dans l'avenir.

Dans ce cas, cela signifie que, même si l'endettement peut représenter un fardeau pour les étudiants, il est peu probable que son influence soit aussi déterminante dans la décision de faire ou non des études postsecondaires. En fait, on a le sentiment que l'endettement lié à des études universitaires ou collégiales est vu comme un investissement dans l'avenir et qu'il en vaut la peine. Cela tend à atténuer son importance comme obstacle à l'accès à l'enseignement postsecondaire. Les étudiants sont presque favorables à l'idée de s'endetter pour leur éducation, parce qu'ils estiment que cela les aidera à mener le mode de vie qu'ils désirent et à atteindre leurs buts personnels. Ainsi, de « bonnes dettes » sont presque une condition de la

« belle vie ». En outre, les étudiants se rendent compte que les dettes seront une réalité de la vie lorsqu'ils achèteront des biens de consommation (voiture, maison, etc.), ce qui vient seulement renforcer leurs perceptions plus favorables de l'endettement lié aux études.

Toutefois, la résignation des étudiants devant l'endettement exprime bien la perception qu'ils ont les étudiants de ne pas avoir de choix, ce qui occasionne beaucoup de frustration. Ils se sentent prisonniers d'un cercle vicieux : les études universitaires ou collégiales sont synonymes de dettes qui sont synonymes d'un « bon » emploi pour être capable de rembourser la dette accumulée. Donc, il est possible que les raisons d'ordre financier ne les empêchent pas de décider de faire des études postsecondaires, mais ils sont très conscients des incidences de l'endettement sur leur avenir.

Cinquièmement, en dépit du fait que l'endettement et l'accessibilité pourraient ne pas être aussi étroitement liés qu'on ne l'avait pas auparavant, les résultats de la recherche laissent indiquer clairement qu'il existe un problème d'endettement croissant chez la population étudiante dans les Maritimes. En effet, la valeur moyenne de l'endettement a connu une hausse marquée depuis dix ans et plus marquée au cours des dernières années et il est probable que cette hausse devrait se poursuivre jusqu'au millénaire. Entre-temps, un nombre plus élevé d'étudiants dans les Maritimes s'endettent de plus en plus, ce qui fait que bon nombre d'entre eux se retrouveront dans une situation financière précaire à la fin de leurs études. Mentionnons particulièrement les observations indiquant que les incidences d'un endettement plus élevé risquent de toucher les étudiants issus de milieux socio-économiques défavorisés de façon disproportionnée puisqu'ils dépendent davantage des prêts aux étudiants et qu'ils ont tendance à emprunter des montants plus élevés.

Ces résultats signifient clairement que les étudiants seront plus poussés à trouver de « bons emplois » pour rembourser leurs prêts, sinon bon nombre éprouveront des difficultés financières ou devront cesser de rembourser leurs prêts. Cette situation aurait des incidences sociales particulièrement troublantes pour les étudiants issus de familles à faible revenu puisqu'elle pourrait très bien avoir pour effet de restreindre leur mobilité sociale. Les gouvernements semblent avoir compris qu'il existe un problème d'endettement étudiant, compte tenu des mesures qu'ils ont prises pour concevoir et mettre en place des programmes de remise de prêt qui permettent d'atténuer les effets d'un endettement excessif; il est encore trop tôt pour affirmer si ces mesures suffiront ou non à régler le problème de l'endettement. Il pourrait très bien se révéler nécessaire de réviser ces programmes, compte tenu des prévisions de l'endettement cumulatif.

Une incidence plus générale du « problème » de l'endettement est la mesure où la « valeur » élevée actuellement accordée à l'enseignement postsecondaire pourrait finir par être compromise lorsque les étudiants commencent à se rendre compte qu'ils doivent rembourser un montant de 40 000 \$ ou plus au moment où ils entrent sur le marché du travail (s'ils réussissent à le faire). Ce n'est pas trop difficile d'observer un sentiment prononcé de cynisme chez les étudiants lorsqu'il est question de ce qu'ils obtiennent vraiment en consacrant du temps et de l'argent pour obtenir un grade universitaire ou un diplôme collégial. En outre, on peut s'attendre à une plus grande attention portée à la « qualité » de l'éducation reçue, surtout si les étudiants continuent d'éprouver de la difficulté à trouver de bons emplois.

Sixièmement, la nouvelle structure de l'aide financière du gouvernement semble contribuer, peut-être accidentellement, au problème de l'accroissement de l'endettement. En effet, l'élimination des bourses d'entretien dans la plupart des provinces s'est accompagnée d'une

augmentation du montant des prêts que les étudiants peuvent obtenir du gouvernement. Parce que la plupart des étudiants sont disposés à emprunter le montant nécessaire pour faire des études postsecondaires et que nous savons que les prêts aux étudiants composent la principale source de revenu de la plupart des étudiants, il est évident que le fait d'avoir diminué la proportion des bourses d'entretien dans le programme d'aide gouvernementale a sûrement eu une incidence sur l'endettement étudiant.

Cela signifie dans ce cas qu'il pourrait se révéler nécessaire de réviser la politique gouvernementale sur l'aide financière si, effectivement, celle-ci contribue systématiquement à accroître l'endettement étudiant. Fait étrange, les programmes de remise de prêt destinés à atténuer le fardeau de l'endettement étudiant semblent fonctionner comme le programme de bourses d'entretien, dans le sens qu'ils offrent de l'argent « gratuit », sauf que le gouvernement a un plus grand contrôle sur l'application des programmes de remise à partir des critères d'admissibilité. Toutefois, en offrant une réduction « après coup » de l'endettement, le « problème » de l'endettement semble amplifié au départ. En effet, en l'absence de bourses d'entretien, les niveaux d'endettement sont « artificiellement » accrus dans l'esprit du public parce que les étudiants reçoivent plus d'aide sous la forme de prêts. La remise de prêt « corrige » la situation, mais après coup. Ainsi, à cause de la remise de prêt, l'endettement étudiant peut être vu comme un plus grand obstacle à l'accessibilité qu'il ne l'est en réalité. Une importante mise en garde s'impose dans ce cas : les programmes de remise de prêt sont trop récents pour que nous puissions déterminer avec exactitude leurs incidences sur l'endettement étudiant.

Septièmement, le montant d'argent que les étudiants peuvent éventuellement recevoir au titre de l'aide financière gouvernementale semble effectivement couvrir le coût général des études postsecondaires. En effet, les montants globaux disponibles ont augmenté de façon significative au cours des dernières années. Toutefois, avec l'élimination ou la réduction des bourses d'entretien dans les trois Provinces maritimes, l'aide financière gouvernementale signifie normalement des prêts aux étudiants et, par conséquent, un plus grand endettement étudiant. Ainsi, alors que les gouvernements semblent avoir permis aux étudiants de payer plus facilement leurs études postsecondaires, ils ont au même moment rendu plus probable l'accroissement de l'endettement étudiant. En voulant élargir pour un plus grand nombre d'étudiants l'accès au niveau postsecondaire à l'entrée en réduisant certaines des barrières d'ordre financier, les gouvernements semblent avoir contribué au problème de l'endettement à la sortie du système postsecondaire.

Cela signifie que la question de l'accessibilité en devient moins une de «peuvent-ils entrer?» ou de «peuvent-ils avoir accès à l'argent nécessaire pour y accéder?», mais devient plutôt une question de «veulent-ils y entrer en sachant ce qu'ils paieront en sortant?». Et pour réduire les craintes face à l'endettement qui peuvent avoir une incidence sur l'accessibilité, les gouvernements se sont attachés à développer de nouveaux genres de programmes, allant de la remise de prêt au remboursement selon le revenu. Même si nous savons que les étudiants sont prêts à s'endetter puisqu'ils perçoivent cet endettement comme un «investissement dans leur avenir», il semble bien qu'en tentant de régler la question de l'accessibilité, les gouvernements ont simplement échangé un problème pour un dilemme tout aussi épineux de comment aider les étudiants à gérer leur endettement.

Huitièmement, certains résultats semblent indiquer que les traits de personnalité de l'étudiant sont des facteurs importants dans la décision de poursuivre ou non des études postsecondaires. Cela englobe des éléments comme l'image de soi, la confiance en soi, la capacité ou le désir

de fixer des buts à long terme, les vues personnelles sur l'éducation et l'école ainsi que la disposition à affronter de nouveaux défis. Plus ces caractéristiques sont positives, semble-t-il, plus il y a de chances qu'une personne décide de faire des études postsecondaires, peu importe les autres obstacles perçus tels que le coût ou l'endettement. C'est à ce niveau que la personnalité se distingue comme un facteur critique; souvent, ce facteur peut avoir une influence déterminante sur la décision finale, faisant pencher la balance d'un côté ou de l'autre et minimisant ou augmentant l'importance des autres obstacles ou influences pour cette personne.

Pour ce qui est des différents types de personnalité comme obstacle possible à l'accès, cela signifie que la planification en matière d'élaboration de politiques sur l'éducation devra prévoir des façons de déterminer les « indicateurs » des problèmes de personnalité chez les étudiants dès un jeune âge et proposer des moyens de les diriger dans une voie plus constructive. Cela pourrait signifier consacrer plus d'efforts à l'orientation scolaire, à la planification de carrière et aux programmes de mentorat, activités qui aideront et encourageront probablement les étudiants à prendre des décisions avisées.

Neuvièmement, pour ce qui est de décider au sujet de leurs futurs projets d'études, les étudiants semblent accorder relativement moins d'importance aux études postsecondaires comme occasion d'apprentissage ou au fait de devenir une personne cultivée dans un exercice de « préparation à la vie ». Cet aspect n'est certainement pas absent, mais il ne reçoit pas la même valeur que la motivation plus utilitaire qu'est l'obligation de trouver un emploi. Les étudiants veulent assurément apprendre et aiment le faire, tout comme ils sont très pragmatiques au sujet de leur éducation.

Cela ne vient que confirmer l'importance que les jeunes accordent à leurs études postsecondaires comme un investissement dans leur avenir. Cela a également pour effet de pousser aussi bien les universités que les collèges à réagir aux tendances du marché du travail en offrant des cours à jour et pertinents. Très souvent, cela peut mener à l'intégration d'une plus grande marge de manoeuvre dans le choix de cours (plus de programmes d'enseignement coopératif, par exemple) et dans le personnel enseignant (plus de professionnels).

Dixièmement, les parents et les groupes de pairs semblent vraiment avoir un effet manifeste sur la décision de faire ou non des études postsecondaires, même si cette influence est bien moins directe que dans le cas des autres facteurs. Ces deux éléments font partie du milieu socio-culturel où les étudiants sont élevés et peuvent avoir pour effet de les encourager ou de les décourager à poursuivre leurs études après le secondaire. Même s'il ressort clairement que les étudiants ont toujours supposé qu'ils iraient à l'université, cette orientation automatique semble cacher un désir fondamental de suivre l'exemple d'amis ou de plier aux pressions subtiles de la famille. Par ailleurs, si les amis ou la famille s'intéressent moins aux études postsecondaires ou qu'ils ont peu d'expérience directe, cela semble susciter moins d'enthousiasme chez les étudiants à l'égard des études postsecondaires.

Onzièmement, les étudiants se soucient clairement de la qualité de l'éducation qu'ils reçoivent. Dans un contexte global de l'accès à l'éducation, ce souci a trait aux avantages qu'ils tirent de leur investissement dans l'éducation mais également et peut-être de façon plus prononcée de ce qu'ils pourront faire des connaissances qu'ils ont acquises dès qu'ils intégreront le marché du travail. L'apprentissage, dans ce sens, devient un élément essentiel pour ce qui est d'avoir un avantage sur le marché du travail.

Les perceptions de la différence entre les universités et les collèges ressortent également lorsqu'il est question de la qualité de l'éducation, la distinction entre la formation générale et la formation professionnelle pratique subsistant toujours. Dans la plupart des cas, ce n'est pas autant une question d'affirmer quelle formation est la meilleure puisque les deux établissements offrent des occasions d'apprentissage très différentes.

De cette conclusion émergent un certain nombre de défis liés à l'assurance qu'ont les étudiants d'obtenir la meilleure formation possible. Sans cette assurance, l'endettement et le coût pourraient susciter plus de sentiments défavorables, surtout si les étudiants ont de la difficulté à trouver de l'emploi à la fin de leurs études.